

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE DES RESEAUX NATURALISTES HABITATS-FLORE ET HERPETOFAUNE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1, R2162-2 à R2162-6, R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique)

MARCHE N° 2025-9280-007

Entre

L'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043116 04119 Paris RCS dont le siège est 2 bis avenue du Général Leclerc à Maisons-Alfort, ci-après désigné l'ONF. Représenté par le Directeur de la Direction forêts et risques naturels, Monsieur Albert MAILLET

et,

TITULAIRE ou MANDATAIRE COMMUN en cas de groupement d'entreprises

Monsieur / Madame (prénom, nom du signataire)	
agissant en qualité de (qualité du signataire)	
de la Société / de l'Association (supprimer la mention inutile)	
sise (adresse postale)	
Téléphone télécopie courriel (obligatoire)	
inscrite au Registre du Commerce OU au Registre des Métiers de : OU enregistrée à la Préfecture / Sous-préfecture de : en date du	
n° SIRET	
code APE	

Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés, je m'engage, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies (cocher la case concernée) :

- ☐ A l'ensemble de l'accord- cadre :
- ☐ au(x) lot(s) suivant(s) cocher la (les) case(s) concernée(s) :
- ☐ Lot 1 Appui technique et scientifique au réseau habitats-flore en matière de bryologie
- ☐ Lot 2 Appui technique et scientifique au réseau herpétofaune en matière d'animation des PNA amphibiens et de valorisation de données

L'offre ainsi présentée, ne m'engage toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

ARTICLE 1 OBJET - DECOMPOSITION EN LOTS - PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre porte sur des prestations d'accompagnement technique et scientifique aux réseaux naturalistes de l'ONF.

1.2 Procédure

L'accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1, R2162-2 à R2162-6, R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles - CCAG-PI (approuvé par arrêté du 30 mars 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le MAPA.

1.3 Décomposition en lots

L'accord-cadre est décomposé en 2 lots définis comme suit :

N° du lot	Objet du Lot
Lot 1	Appui technique et scientifique au réseau habitats-flore en matière de bryologie
Lot 2	Appui technique et scientifique au réseau herpétofaune en matière d'animation des PNA (plan national d'actions) amphibiens et de valorisation de données

1.4 Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre fait l'objet d'une décomposition en 2 lots distincts dont les montants minimum et maximum annuels de commande sont fixés comme suit :

Objet du Lot	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
Lot 1 : Appui technique et scientifique au réseau habitats-flore en matière de bryologie	Sans	30 000€ HT
Lot 2 : Appui technique et scientifique au réseau herpétofaune en matière d'animation des PNA (plan national d'actions) amphibiens et de valorisation de données	Sans	25 000€ HT

1.5 Durée de l'accord-cadre

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. Il reste tenu par son engagement pour la durée totale de l'accord-cadre, soit 48 mois maximum.

A défaut de reconduction, l'accord-cadre sera terminé sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à quatre mois maximum.

1.6 Lieux d'exécution de l'accord-cadre

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont exécutées sur le territoire Métropolitain, la Corse.

1.7 Sous-traitance

Compte tenu de la nature des prestations, la sous-traitance n'est pas souhaitée, sauf pour ce qui concerne des prestations très spécialisées, sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique de l'accord-cadre remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

1.8 Forme des notifications et informations qui font courir un délai

Les notifications et échanges sont envoyés aux adresses indiquées en page une, soit de façon dématérialisée, soit par courrier.

- Par échange dématérialisé, selon les modalités suivantes :
Un courriel est adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire qui devra en accuser réception par courriel dans le délai de 24 heures ouvrées. Passé ce délai, le courriel est réputé réceptionné par le titulaire et les différents délais commencent à courir.
- Par courrier : courrier recommandé avec accusé de réception.

1.9 Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est :

Mme Regine TOUFFAIT
Secrétaire Général DFRN
Tél : 01.40.19.59.17
Courriel : regine.touffait@onf.fr

1.10 Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est :

Anthony MERCIER
Chef du département achats, patrimoine et moyens généraux au sein de la direction économique et financière
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 01.40.19.79.70
Courriel : sg-p@onf.fr

1.11 Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est :

- pour l'ONF, Madame l'Agente Comptable Principale de l'ONF au siège de l'établissement

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En application de l'article 4-1 du CCAG-PI, les documents contractuels constitutifs de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent MAPA qui vaut acte d'engagement ;
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- Le [CCAG applicable aux marchés publics](#) de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021), désigné ci-après CCAG-PI ;
- Le mémoire technique ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, le CCAG-PI étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

ARTICLE 3 CONTEXTE ET PRESENTATION DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 L'Office national des forêts (ONF)

Créé en 1964, l'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Agriculture et du ministère chargé de l'Environnement. Le statut d'EPIC lui confère une autonomie administrative et financière. Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'établissement rassemble près de 8 200 professionnels.

En Métropole et en Outre-mer, l'ONF gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales.

En France, l'ONF s'appuie sur une organisation territoriale couvrant le territoire métropolitain et les cinq départements d'Outre-mer. L'ONF est ainsi organisé en neuf directions territoriales et deux directions régionales (La Réunion, Guadeloupe), 50 agences territoriales, 320 unités territoriales.

L'ONF est également présent dans plus de 50 pays par l'intermédiaire de sa filiale ONF International.

Au quotidien, l'action des forestiers s'articule autour des trois piliers de la gestion durable : la production de bois, la protection de l'environnement et l'accueil du public. L'ONF assure également des missions de service public (prévention et gestion des risques naturels) et propose des produits et des services pour les collectivités et les entreprises.

3.2 Présentation de la DFRN

La direction forêts et risques naturels (DFRN) de l'ONF regroupe les activités de gestion durable des forêts publiques et des espaces associés. Elle pilote l'élaboration des aménagements forestiers et s'assure de leur bonne mise en œuvre. Elle définit et pilote la mise en œuvre des stratégies et des actions relatives aux politiques de l'Etat dans les domaines du foncier non bâti, de la sylviculture, de la récolte du bois, de la chasse, de la biodiversité, de l'accueil du public et de la prévention des risques naturels. Elle assure la coordination et le suivi des missions nationales d'intérêt général (MIG).

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une mission d'intérêt général liée à la biodiversité commandée par l'Etat/ ministère de la transition écologique en forêts publiques, les équipes naturalistes de l'ONF réalisent sur le terrain des missions d'observation d'espèces, des inventaires de flore et de faune et analysent ensuite en laboratoire les échantillons collectés. Des missions d'animation de plans nationaux d'actions et de valorisation des données leur sont aussi confiées.

3.3 Contexte

Dans le cadre de la mission d'intérêt général biodiversité, les réseaux naturalistes réalisent des études liées à la faune et la flore. Ils sont amenés aussi à valoriser des données et à rédiger des synthèses. Certaines thématiques nécessitent l'appui technique et scientifique de prestataires dans les domaines suivants :

- Appui technique et scientifique au réseau habitats-flore en matière de bryologie (lot 1)
- Appui technique et scientifique au réseau herpétofaune en matière d'animation des PNA (plan national d'actions) amphibiens et de valorisation de données (lot 2)

3.4 Description des prestations par lots:

Lot 1 : Appui technique et scientifique au réseau habitats-flore en matière de bryologie
<ul style="list-style-type: none">• Appui à la reconnaissance <i>in situ</i> et en laboratoire des espèces appartenant à des familles et genres difficiles (hulota, zygodon, orthotricum, potiacées...);• Appui technique et scientifique aux inventaires bryologiques en réserves biologiques et en forêts gérées ;• Co-rédaction des articles scientifiques issus de ces inventaires et ayant vocation à être publiés dans des revues à comité de relecture ;• Restitution des données brutes sous forme de base de données type ONF ;• Le forfait « frais de grand déplacement » sera appliqué à la journée de travail.
Lot 2 : Appui technique et scientifique au réseau herpétofaune en matière d'animation des PNA (plan national d'actions) amphibiens et de valorisation de données
<ul style="list-style-type: none">• Etablissement de cartographies nationales pour les 3 espèces PNA : sonneur à ventre jaune, pélobate brun et crapaud vert ;• Contribution à la rédaction de protocoles nationaux ;• Contribution à la rédaction des nouveaux PNA ;• Analyse de données issues des résultats des programmes "pop" pour l'habitat "forêt" dans le but de définir des tendances d'évolution de population ;• Animation du réseau et centralisation des données dans le cadre du suivi de l'état des populations d'amphibiens (programme POPAmphibiens) et reptiles (programme POPReptile) - Analyses spécifiques des suivis en forêt ;• Le forfait « frais de grand déplacement » sera appliqué à la journée de travail.

ARTICLE 4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 Passation des commandes

Les prestations sont commandées au titulaire par bons de commande.

Les bons de commande sont datés et numérotés dans une série propre au présent marché. Ils sont adressés au titulaire par courrier ou courriel avec accusé de réception et comportent les mentions nécessaires à leur exécution.

Toutes les commandes sont établies par la Direction forêts et risques naturels de la Direction générale sur un formulaire particulier défini par l'ONF.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent être exécutés dans la limite de 4 (quatre) mois au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché (460000XXXX) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

4.2 Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONF peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux fournitures ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF est notifiée par courriel au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

4.3 Modification des bons de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

4.4 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

4.5 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

ARTICLE 5 ADMISSION

Chacun des livrables remis à l'ONF au titre des prestations du présent marché est soumis à des vérifications effectuées par l'ONF et destinées à constater que ces livrables/résultats sont conformes aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification, sont exécutées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 28 et suivants du CCAG-PI.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatées, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

Le délai imparti à l'ONF pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de quinze jours. Ce délai court à compter de la livraison des prestations. Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.

Lorsque la vérification donne lieu à un rejet, l'ONF notifie au titulaire, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la livraison des prestations, ledit rejet par lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'exécuter dans les huit (8) jours calendaires les prestations conformes.

6.1 Forme et contenu des prix

L'accord-cadre est passé à prix unitaires, les prix applicables sont ceux fixés dans le Bordereau des prix Unitaires. Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de déplacement des ressources du titulaire sont compris dans le forfait grand déplacement.

6.2 Révision des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles dans les conditions suivantes :

Les prix seront révisés une fois par an, à la date anniversaire du marché, selon la méthode dite "en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$$P = P0 (I / I0)$$

Dans laquelle :

P	=	Prix hors taxe révisé
P0	=	Prix hors taxe précédant l'année de reconduction
I	=	Indice SYNTEC

- L'indice d'ajustement (I) sera le dernier indice connu au premier jour du mois anniversaire du marché
- L'indice de base (I0) sera le même 12 mois auparavant

Le titulaire adressera le BPU révisé, pour validation de l'ONF, par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la date anniversaire du marché.

L'ONF disposera de trente jours, à compter de la date de réception pour valider les nouveaux prix.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix entreront en vigueur :

- dès réception par le fournisseur de l'accord formel de l'ONF en cas d'acceptation expresse ;
- dès le délai de trente jours écoulés dans le cas d'une acceptation tacite.

En cas de refus, l'ONF informera le titulaire de l'erreur de calcul constatée et lui adressera une version corrigée pour accord.

Les anciens prix continueront de s'appliquer jusqu'à l'accord du titulaire sur la proposition faite par l'ONF.

6.3 Prestations non prévues

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché. L'application de la présente clause de réexamen peut notamment conduire à l'ajout d'unités d'œuvre au bordereau des prix unitaires.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans l'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement s'avéreraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces fournitures ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

L'annexe financière sera éventuellement modifiée en conséquence.

7.1 Avance

Sans objet.

7.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.3 Paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait.

7.4 Facturation

7.4.1. Mentions sur les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,
- Numéro de facture,
- Identité du titulaire :
 - o Dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o Adresse du siège social,
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - Ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - Numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o Forme juridique et capital social (pour les sociétés),
 - o Référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF :
 - o Adresse du service ayant passé la commande
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - o Description détaillée de la prestation,
 - o Numéro de l'accord-cadre (2025-9280-007),
 - o Numéro de la commande (numéro en 45XXXXXXXX),
 - o Les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - o Les quantités si pertinentes,
 - o Le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

7.4.2. Transmission des factures à destination de l'ONF

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

7.5 Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.

L'utilisation par les titulaires du portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- Suivre le traitement de ses factures,
- Ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

7.6 Mentions spéciales Chorus Pro.

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : Accord-cadre enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification : 66204311604119 pour le siège de l'ONF.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.7 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant des prestations sous-traitées (montant global) est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.8 Délai global de paiement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 alinéa 2 du code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.9 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 DOMICILIATION BANCAIRE

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues, au titre du présent accord-cadre, en faisant porter le montant au crédit :

TITULAIRE ou MANDATAIRE COMMUN en cas de groupement d'entreprises			
- du compte ouvert au nom de :			
- à (établissement de crédit, agence ou centre, adresse):			
- code banque	- code guichet	- n° de compte	- clé RIB
IBAN :			

Ce cadre doit obligatoirement être complété.

ARTICLE 9 PENALITES

9.1 Pénalités pour retard de remise des documents/livrables

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsqu'une prestation prévue au CCATP est non conforme, réalisée en retard ou manquante le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, calculée par l'application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle,

P = montant de la pénalité en H.T.

V = valeur pénalisée, cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou exceptionnellement, de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisé, mais non révisés. La valeur ainsi fixée est toujours prise en H.T.

R = nombre de jours de retard calendaire

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas le montant indiqué dans le CCAG-PI. Le présent article est applicable pour tous les livrables prévus au marché.

Les délais sont indiqués dans chaque Bon de commande.

9.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement décomptées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

9.3 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités elles seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourra les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 10 CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, les accords-cadres peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ou dans les marchés subséquents ;
- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ou des marchés subséquents ;
- ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des marchés subséquents, ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- des modifications de faibles montant ;
- des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant ;

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- l'adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

ARTICLE 11 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur, l'ensemble des personnes qualifiées pour effectuer les prestations de l'accord-cadre, désignées lors de la remise de son offre. Il désigne également le responsable de la conduite de la prestation qui est l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur et supervisera la totalité des missions

Tout changement de personnel et de responsable qualifié pour la conduite des missions du présent accord-cadre, devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Les remplaçants devront au minimum être aussi compétents que les agents proposés initialement. Pour ce faire, le titulaire fournira le CV, les informations relatives aux formations de base et complémentaires et l'expérience de chaque nouvel interlocuteur. Ces derniers ne pourront commencer à exécuter les prestations qu'après acceptation par le pouvoir adjudicateur de leur qualification.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter dans la conduite de sa mission, une obligation de discrétion totale en s'interdisant expressément de communiquer à quiconque, les informations qu'il aura à connaître à l'occasion de celle-ci.

11.1 Discretion et confidentialité

Le titulaire, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, se doit de respecter une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne extérieure à l'ONF pour toute prestation qui lui est confiée. Tout document, renseignement, ou objet ne peut, sans autorisation expresse du représentant légal de l'ONF, être communiqué à d'autres personnes extérieures à l'ONF. Il en est de même de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution des prestations.

11.2 Propriétés

Demeurent la propriété de l'ONF tous les documents et fichiers remis par l'office au titulaire pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

11.3 Assurance

Le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

Au plus tard dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, il doit également justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre.

11.4 Statuts et forme juridique

Le prestataire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Un avenant de transfert sera éventuellement conclu si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

11.5 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.6 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

11.7 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.8 Pour les entreprises établies en France

1° Une attestation de régularité fiscale à jour au 31 décembre de l'année n-1 ;

2° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du

recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont le pouvoir adjudicateur s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

3° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

4° La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

11.9 Sanctions

En cas d'inobservation des clauses ci-dessus, le présent accord-cadre pourra être résilié sans que le titulaire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Ces motifs de résiliation ne préjugent pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intentier.

ARTICLE 12 LITIGES

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre seront de la compétence exclusive des juridictions administratives.

ARTICLE 13 DEROGATIONS AU CCAG

Article dérogeant au CCAG	Article du CCAG dérogé
9.1	14.1

ARTICLE 14 CARACTERE EXECUTOIRE

Le présent accord-cadre conclu à la date de signature des parties contractantes, deviendra exécutoire dès sa notification au cocontractant de l'ONF.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

Signature du prestataire	
Fait à, le	Le prestataire, lu et accepté
Signature du mandataire du groupement de commande	
Fait à, le	Directeur de la Direction forêts et risques naturels Monsieur Albert MAILLET